

L'édito
Jean-Baptiste Isaac
Directeur adjoint
de la rédaction



Lieux sacrés

Disséminés sur tout le territoire, en villes comme dans les campagnes les plus reculées, les 40 000 édifices religieux catholiques offrent des cibles de choix pour les vols et dégradations en tout genre. Les derniers chiffres de la police attestent d'une recrudescence des actes antichrétiens sur les six premiers mois de l'année. Face à ce phénomène inquiétant, il convient pour les autorités de redoubler de vigilance.

Profaner une église comme une mosquée ou une synagogue marque durablement les fidèles intimement liés au lieu de culte où ils ont l'habitude de se réunir et de prier, parfois depuis des générations. Ces exactions affectent même les non-croyants tant ces édifices chrétiens notamment, font partie du patrimoine, de notre histoire commune. Au-delà, elles blessent la nation tout entière. Des pays comme la Russie, avides de nous déstabiliser, de diviser les communautés, l'ont bien compris en ciblant ces lieux sacrés.

Un agent de l'ombre localisé en Serbie vient ainsi de se voir délivrer un mandat d'arrêt par les autorités françaises. Il est soupçonné d'avoir organisé — en lien avec les services de renseignement russes — le dépôt de neuf têtes de cochon devant des mosquées d'île-de-France la nuit du 8 septembre. Un coup tordu quelques mois après la profanation de trois synagogues et du Mémorial de la Shoah à Paris souillés à la peinture verte.

Ces multiples alertes doivent inciter à nous serrer les coudes et à ne laisser passer aucun acte malveillant quand parfois certains hésitent encore par charité à porter plainte.

L'inquiétante hausse des attaques d'églises

Le vandalisme dans les édifices religieux repart à la hausse. Actes antichrétiens, vols crapuleux... Les motivations varient, mais la conclusion est partagée : les bâtiments ne sont pas sécurisés.



Thomas Poupeau
Envoyé spécial à Guingamp
(Côtes-d'Armor)
avec Vincent Gautronneau

DANS LA PÉNOMBRE de sa sacristie, le père Paul Badjakata plante ses yeux dans ceux de Notre Dame de Bon Secours, la madone des Bretons abritée depuis deux siècles ici, dans la basilique de Guingamp (Côtes-d'Armor). « Elle est belle, hein ? » souffle-t-il, une main sur le flanc de cette statue d'une Vierge couronnée, grandeur nature, qui tient l'enfant Jésus dans ses bras. Soudain, le regard du curé se trouble. Il grommelle : sous ses doigts, l'icône s'effrite, couvrant le sol d'une fine couche de suie. Lumière allumée, on découvre le visage noirci, la robe calcinée, le Christ charbonné qui ne tient plus qu'à un clou de sa mère.

Il y a quelques jours, les flammes ont failli détruire ce trésor en pleine messe, déclenchant une vaste émotion dans la région. Gérard Darmanin, ministre de la Justice, avait posté un message sur X, annonçant lui-même l'ouverture d'une enquête par le procureur de Saint-Brieuc. Depuis, un portrait-robot a

été établi et une chasse à l'homme est ouverte pour retrouver l'incendiaire. C'est la troisième fois, en quelques années, qu'on s'en prend à cette statue.

Pas un cas isolé : selon la Direction nationale du renseignement territorial (DNRT), 401 faits antichrétiens ont été recensés entre janvier et juin 2025, soit +13 % par rapport à la même période en 2024. Une hausse significative qui intervient après deux ans de baisse. Les atteintes aux biens — tags, vols de mobilier ou d'hosties, incendies, dégradations — représentent 92 % du total, le reste étant des atteintes aux personnes.

Chiffres « sous-estimés »
Mais pour l'Observatoire du patrimoine religieux (OPR), association indépendante qui effectue une veille en temps réel, ces chiffres sont « sous-estimés, parce qu'il n'y a pas toujours des plaintes ». Selon son vice-président, Maxime Cumunel, il y aurait aujourd'hui « trois à cinq fois plus de vandalisme touchant les édifices catholiques qu'il y a dix ans ». À chaque fois, c'est l'émotion. « S'en prendre à

Notre Dame de Bon Secours, c'est s'en prendre à notre mère ! Il y a, ici, une très grande dévotion autour d'elle : on s'y confie, on lui glisse des petits mots avec des prières », s'émue Marie-Christine, une fidèle bretonne croisée dans la basilique de Guingamp, habituée des processions organisées dans les rues de la ville, en juillet, autour de la statue.

Le père Paul Badjakata, prêtre en France depuis un an, se souvient : « Je célébrais la messe, vers 18 heures, dans l'abside (le devant de la nef), quand j'ai entendu un cri : *La Vierge brûle !* » La robe parant la statue est en flammes, son visage et celui du Christ grignotés par la chaleur. Leurs couronnes en laiton rougissent déjà. Un paroissien s'empare d'un extincteur, éteint le feu. « Les pompiers et les gendarmes sont arrivés très vite, ils ont procédé à des prélèvements ADN. L'un de nous est sorti pour tenter de rattraper le pyromane, mais c'était trop tard », rembobine Annie, une autre fidèle. Qui s'en prend aux églises de France ? Selon le ministère de la Justice, « il y a eu 29 poursuites et



Je célébrais la messe, vers 18 heures quand j'ai entendu un cri : La vierge brûle !

Paul Badjakata,
prêtre à Guingamp

➔ En p. 20,
la renaissance
de la cathédrale de Nantes
après un incendie criminel





Guingamp, (Côtes-d'Armor), mercredi. La statue de Notre Dame de Bon Secours, madone des Bretons, a été incendiée le 8 septembre.

23 condamnations en première instance pour des dégradations ou destructions commises sur des lieux de culte en 2024, tous cultes confondus. Avec si peu d'auteurs arrêtés, difficile de dessiner finement les contours du phénomène, qui tourne autour de trois motivations : pur acte antichrétien, vols crapuleux, parfois le geste d'un déséquilibre.

Le gang s'attaque à 27 édifices

« Il y a des attaques exclusivement sur le patrimoine, d'autres qui ont une connotation antireligieuse. Ainsi, un tableau du Christ lacéré ou un crucifix cassé, mais rien de volé, c'est signé comme un acte antichrétien », décrypte Maxime Cumunel, regrettant que l'État n'ait pas « mis en place une base de données plus précise ». Sujet « complexe » aussi pour Isabelle Saint-Martin, historienne de l'art, étant donné « l'aspect multifactoriel » des motivations. Mais la spécialiste pressent tout de même qu'aujourd'hui, « certains actes de vandalisme s'inscrivent dans le climat délétère d'affaires d'abus sexuels qui secouent actuellement l'Église ».

Elle rappelle aussi que les 45 000 églises de France – contre 2 500 mosquées et 500 synagogues – sont « des cibles faciles », surtout car on sait « qu'elles contiennent des objets revendables chez des antiquaires ». Exemple, cet été, dans les Landes, un gang s'en est pris à 27 églises en quelques semaines, autour de Mont-de-Marsan (Landes). Trois personnes ont été arrêtées en septembre, dans les Pyrénées-Atlantiques, le coffre plein de ciboires, ces vases sacrés où l'on conserve les hosties, et de calices, dédiés

au vin de messe. Ils seront jugés le 27 octobre, et le diocèse s'est porté partie civile.

À chaque profanation, l'Église organise des messes de réparation, une sorte de rite pénitentiel. Ce week-end, des centaines de fidèles sont attendus à la cathédrale de Nantes pour la célébration organisée cinq ans après l'incendie provoqué par un sacristain, sur fond de rejet de sa communauté religieuse. Ainsi, « l'après » est essentiel, abonde-t-on à Guingamp, où « les bancs de l'église sont remplis depuis l'attaque de la Vierge », souligne le père Paul Badjakata. « Il y a un regain de solidarité, abonde Marie-Christine, la paroissienne. Même des non-croyants adressent leur soutien. »

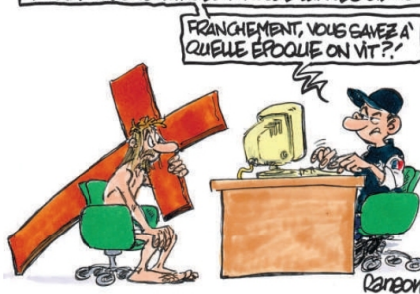
Reste que ces chiffres inquiétants posent, désormais, la question de la protection des édifices religieux, censés – dans la mentalité catholique – être ouverts à tous les vents. « Il y a un désir de sécuriser les lieux, en lien avec les communes », confirme-t-on à la Conférence des évêques de France (CEF), qui assure de son « attention générale » sur ce sujet.

« Plusieurs millions d'euros chaque année »

Là-dessus, Philippe Le Goff, le maire PS de Guingamp, confie « réfléchir à installer une caméra » pour surveiller la statue de la Vierge de sa basilique, alors qu'il a « toujours été dubitatif » sur ce dispositif.

Car le sujet a un coût pour la société, rappelle Isabelle Saint-Martin. « Cela se chiffre à plusieurs millions d'euros chaque année, sans parler de la dimension affective », estime l'historienne de l'art, notant « la disparition de tableaux de valeur, dont un Flandrin, lors de l'incendie de la cathédrale de Nantes, en 2020 ». Et d'ajouter : « Il est incohérent de ne pas s'en préoccuper plus sérieusement, à l'heure où l'on court après l'argent pour rénover les églises ! »

ET VOUS DITES QUE, MALGRÉ CES CAMBRIOLAGES RÉPÉTITIFS, VOUS NE FERMEZ PAS VOTRE PORTE ET QUE VOUS CONTINUEZ À ACCUEILLIR LES GENS ?



Vandalisme et vols en pleine augmentation

Nombre de faits antichrétiens relevés en France par an

● Dont nombre de vols



* Par rapport à la même période en 2024.

Source : Direction nationale du renseignement territorial
Le Parisien-Infographie.

ALERTE | « Elles ne sont pas assez protégées ! »

Benoît de Sagazan, de l'Institut pèlerin du patrimoine

ENTRE JANVIER et juin, les autorités ont dénombré 401 faits antichrétiens, soit une hausse de 13 % par rapport à 2024. Le phénomène pose une question : les églises sont-elles assez protégées ?

Non, pour Benoît de Sagazan, rédacteur en chef de la revue « le Monde de la Bible », qui dirige également l'Institut pèlerin du patrimoine. Une question sensible, vu le coût des attaques sur ce patrimoine mais d'autant plus complexe que le principe de l'Église est de laisser ouverts ses édifices.

Il y a une hausse des actes antichrétiens, notamment du vandalisme, des vols et des dégradations d'églises. Qu'en conclure ?

BENOÎT DE SAGAZAN. Que nos églises ne sont pas assez protégées ! Si le phénomène du vandalisme est difficile à décrypter, faute de données, on connaît bien celui du vol. Entrez dans une église : peu d'objets sont scellés, ou mis en sécurité... Or, c'est l'une des demandes de l'Office central de lutte contre le trafic de biens culturels. Ces derniers temps, il y a une prise de conscience sur ce sujet.

Comment on protège une église, surtout en zone rurale, sachant que le principe du catholicisme veut qu'elles restent ouvertes ? Il y a des expérimentations depuis quelques années en Italie, via une application permettant d'ouvrir la porte des églises reculées. On a ainsi une traçabilité de qui est entré. En France, chacun y va de sa petite astuce. Il s'agit parfois de laisser systématiquement un seau avec un balai serpillière dans un coin,

visible. D'autres laissent de la musique en continu, installent un allumage automatique...

Quid d'une surveillance humaine ?

Rien ne vaut cela, d'autant que les voleurs n'hésitent pas à se cacher dans le confessionnal, le soir, puis à agir la nuit. Avec le déclin religieux, il y a de moins en moins de gens dans les églises.

À Guingamp, où la basilique a été incendiée, le maire réfléchit à de la vidéosurveillance...

Tout le monde n'y est pas favorable, car on doit pouvoir entrer dans une église anonymement.

Mais pourquoi autant de vols — 156 actes sur les 401 recensés en ce début d'année ?

Il y a un trafic ancien autour de l'or et de l'argent dont sont faits certains objets chrétiens, qui peuvent se fondre. On a aussi des collectionneurs religieux. C'est un marché de l'ombre — notamment des filières dans les pays de l'Est — mais l'Église ne fait pas grand-chose pour s'en prémunir.

C'est-à-dire ?

Peu de diocèses inventorient leurs pièces ! Résultat, cela se revend sans souci. Or, quand l'objet a été recensé, on diffuse sa fiche et il arrive qu'on le retrouve, notamment quand il est revendu hors marché noir.

Quel est le risque de ne pas assez protéger les églises ?

Le patrimoine de l'Église est inestimable. Mais il est fragile ! Le XV^e siècle, quand elle est détruite, c'est un bout de ce patrimoine qui disparaît.